L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 7 AOUT 1875. 48me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 7 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—un terrain dans l'let borné par les rues Royale, Ste Anne, Dumaine et Chartres, avec bâtisses et améliorations.

L'assessement.

Nous en avons fait souvent la remarque et nous y persistons : tant qu'il restera en cet Etat une seule autorité radicale debout, nous ne pourrons compter sur aucune amélioration sérieuse dans le maniement des affaires publiques. La preuve de cela est la situation plus embarrassée que jamais où se trouve la ville de la Nouvelle-Orléans. Il y a près de trois ans déjà, qu'à une administration radicale, succéda une administration fusionniste ou libérale, *c'est-à-dire* la moitié complexée de démocrates. Que fit-elle ? rien. Rien parce qu'elle renfermait dans son sein quelques personnalités mal saines et aussi parce qu'elle avait les mains liées par l'Etat sous la domination d'un Exécutif radical. A cette administration fusioniste a succédé une administration entièrement démocratique dont les bonnes intentions ne sont pas douteuses, car ces bonnes intentions éclatent dans toutes ses délibérations, séance par séance. Ces délibérations, nous les avons toutes passées en revue et nous avons toujours fait ressortir les mesures importantes qui en étaient le résultat.

Tous nos lecteurs connaissent donc les tentatives nombreuses de l'administration actuelle pour procurer à notre ville un soulagement dont elle a tant besoin. Tous nos lecteurs connaissent la fameuse séance du 13 juillet, où, en désespoir de cause, le Conseil voulant donner, une bonne fois pour toutes, une preuve éclatante de sa sincérité et de son désintéressement, et aussi un exemple de moralité économique entièrement nouveau, finit par se taxer lui-même en sacrifiant la moitié du traitement officiel de ses membres, espérant par là faire supporter aux créanciers de la ville une réduction d'intérêt forcée et imposer ainsi à toutes les autorités radicales la nécessité d'une réforme universelle dans l'Etat.

Tous nos lecteurs connaissent aussi le résumé des économies considérables réalisées dans les diverses parties de l'administration municipale, surtout dans le département des améliorations où M. Burke, qui en est le chef, avec l'appui de ses collègues, et surtout avec l'appui et sous les instances du maire Leeds, a eu le courage de réduire des trois quarts ce terrible budget qui n'était depuis six ans qu'une machine à corruption et à fraudes où s'engloutissaient les plus précieuses ressources de la ville. On peut dire qu'en ce qui le concerne officiellement, M. Burke a opéré une réforme radicale tout en s'exposant à la haine d'un nombre immense de gens qu'il a déplacés, sans se laisser arrêter un instant par leurs plaintes, leurs criailleries et leurs menaces.

Une pareille fermeté est rare et nous ne saurions assez la signaler à l'attention des administrés. Il résultera de ces réformes et de celles qui ont été opérées dans les autres départements, une économie que nous ne pouvons estimer à moins d'un million de piastres par an.

Autrefois, des mesures de ce genre eussent eu des conséquences fécondes, mais elles passent aujourd'hui presque inaperçues parce qu'il n'y avait pas un cent dans la caisse municipale lorsque l'administration actuelle entra en fonction. Toutes sortes d'économies sont impuissantes dans des conditions semblables. Non seulement il n'y avait pas un cent dans la caisse municipale, mais il fallait encore trouver de l'argent pour payer plus d'un tiers de l'intérêt de la dette échu le 1er janvier, trois mois avant le commencement de la perception des taxes.

On sait comment ce recouvrement s'est opéré. A la fin de juillet on n'avait pas encore reçu la moitié de ces taxes et cela en dépit des jugements, des saisies, et de toutes les rigueurs judiciaires aux quelles l'autorité est obligée de recourir en pareil cas. En sorte que le million économisé sur les dépenses courantes n'équivaut pas au déficit résultant de l'impuissance pécuniaire des contribuables. Voilà ce qui explique la gêne extrême de l'administration actuelle. Plus elle économise d'un côté, moins elle reçoit de l'autre, et ses efforts, ses bonnes intentions, sa rigidité, ses réformes, ne peuvent combler le gouffre profond, aucune digue creusé par les administrations antérieures.

En face de ce gouffre béant et menaçant, le Conseil de ville, néanmoins, n'avait pas hésité à se résoudre à la plus importante de toutes les réformes, celle de l'assessement. Cette mesure, bien qu'elle semblait inopportune dans un moment où tant d'autres administrations eussent pensé qu'il fallait augmenter les recettes loin de les réduire, était commandée par la justice et aussi par le bon sens. A quoi sert, en effet, de tailler à merci des contribuables privés presque de tout revenu ? On en a vu le résultat. Le fisc en voulant tout prendre, tout dévorer, finit par épuiser la matière taxable de la quelle il ne sort plus rien. C'est par l'assessement, rendu plus humain et plus conforme aux ressources des propriétaires, que les autorités municipales eussent pu depuis longtemps réagir indirectement contre la voracité des Radicaux, en cette ville. La banqueroute, qui a eu lieu cette année, fut venue quatre ans, trois ans, deux ans plutôt, et plutôt aussi on eut dû avoir recours à des moyens analogues à ceux qu'on est forcé d'employer aujourd'hui.

L'administration du maire Leeds avait parfaitement compris cela, et c'est pour cette raison que M. Bouny, administrateur des assessements, avait fait entreprendre un travail où, par mesure générale, et sans forcer les propriétaires à des sollicitations toujours désagréables et à des discussions, souvent fâcheuses, l'assessement était réduit de 25 pour cent, sur toutes les cotes sans distinction.

C'était, on se le rappelle, le conseil que nous avions souvent donné, et auquel l'autorité était toujours restée sourde. Sous l'administration actuelle, le conseil avait été enfin suivi et nous tenons de M. Bouny lui-même, que l'assessement fonctionnerait pour l'année prochaine ont été réduit à 90 millions environ. Cet assessement sut été un grand encouragement pour les propriétaires dont les biens eussent repris quelque faveur. On eût trouvé à emprunter plus facilement sur hypothèque, et les taxes eussent été mieux payées. Il y aurait eu, en conséquence, moins de rigueurs et moins de saisies, et le trésor municipal n'y eût, certainement, rien perdu.

Cette perspective est loin de nous aujourd'hui. Le travail de Mr Bouny a dû être abandonné devant l'initiative de l'Etat, et bien que nous approuvions en principe la loi qui consolide les deux bureaux d'assessement en un seul et qui donne aux employés assesseurs un traitement fixe, règle de laquelle on n'aurait jamais dû s'écarter, nous soutenons encore, comme nous l'avons toujours fait, qu'il fallait confier l'opération de l'assessement à des officiers de ville et non à des officiers d'Etat qui suivent trop aveuglément et trop servilement les recommandations de l'autorité supérieure qui les nomme. Cette autorité est radicale : il lui faut beaucoup d'argent. De là l'obstination des employés à maintenir les chiffres de l'assessement d'Etat et à élever, par conséquent, les chiffres de la ville, puisque le même assessement doit être désormais une règle commune.

Il en résultera un assessement monstrueux pour les contribuables urbains. On nous assure qu'il ne s'élèvera pas à moins de 136 millions, y compris les valeurs personnelles qui avaient subi d'annnée en année, une diminution considérable. En portant ces valeurs à une quinzaine de millions, c'est assurément les estimer très haut. Il restera donc 121 millions pour l'assessement foncier ou 31 millions de plus que n'aurait été l'assessement de Mr Bouny. Ainsi la ville, qui a déjà tant payé, continuera à être écrasée pour le bon plaisir de l'Etat, représenté par un Exécutif radical.

Voilà ce que nous vaudront les officiers nommés par Mr Kellogg.

Maintenant, souffrirons-nous cet impôt sans nous plaindre et sans essayer d'obtenir un redressement ? Nous concevons très fort que les démocrates ne peuvent agir en dehors de la Législature ; le parti doit éviter de se commettre avec Mr. Kellogg. Mais l'union des propriétaires n'est pas un parti ; elle peut traiter toute espèce d'affaires avec toute espèce de monde. Elle peut, au lieu de s'occuper de mille choses à la fois, les traiter les unes après les autres, comme disait le président Buchanan (one at a time) c'est bien assez. Il s'agit, aujourd'hui d'assessement. Les livres seront exposés à la révision pendant tout le mois courant. On n'aura pas un jour de plus pour réclamer contre les erreurs, la parcesse, ou l'insouciance des employés. Que les propriétaires mettent donc à profit les 22 jours qui restent et envoient une délégation à l'Exécutif pour lui faire comprendre que la ville est assessée par l'Etat à 50 ou 60 millions de plus qu'elle ne vaut, que ce sarolus est un fardeau accessus des forces des contribuables et qu'on attend de lui qu'il ordonne à ses employés d'amender leurs livres et de leur faire subir une réduction générale. Si l'Exécutif refuse, on saura! Alors on prendra pour donner la souscription pour le caractère d'une véritable démonstration. Il est de mon devoir de vous dire que tous, Français et Créoles, sont rivalisé de zèle, et que le cœur de tous a battu d'unanimon pour soulager cette grande infortune.

Voici le résumé des résolutions adoptées :

Un pique-nique et bal champêtre sera donné le 19 courant à la Nile-Ibérie; les fanfares de la Nile-Ibérie ont offert leur concours gratuit ainsi que celle de Royville, au secours de bal a fait de même. Les deux compagnies de pompiers n'ont pas voulu rester en arrière, et sortiront en grande tenue.

Deux comités ont été nommés. l'un de correspondance et l'autre d'arrangements; composés ainsi : président, E. Montagne Sr, vice-président F. J. Mistrot. Correspondance : Chas. Escoffé, L. Bazus, Fl. Rozier, Pierre Lebrou et Pierre Jubin : arrangements : A. G. Vuillemot, Hayem Gugenheim, A. Girod, Chas. Bahon, Ernest Henry ; secrétaire et trésorier Mr M. Hiermann.

Un comité de dames s'est chargé du soin des tables, rafraichissements, souper, etc, et la Nile-Ibérie en est enchantée de ce, tout semble faire de cette occasion une véritable démonstration patriotique. Il est bien doux Mr l'Editeur, de voir malgré la gêne générale, un mouvement aussi spontané, et un dévouement aussi entier des nôtres, des heures désastreuses pour cette vieille patrie, qui, on a beau faire, tient, par sa gloire, son dévouement et surtout ses malheurs, au cœur de tout ce qui est accessible au progrès, la justice et la liberté au-dessus de la maxime brutale de la force primant le droit.

Bien à vous,

C. E.

Du Sucrier de la Louisiane.

SOUSCRIPTION
pour les inondés du Midi de la France.
Sommes encaissées par le trésorier.

Nouvelle-Orléans, 6 août 1875.

Liste No 82—Mr. Félix Limet, Président.

(Douzième versement)

Reçu de Mr. N. Cerf, le montant des listes de la paroisse Ste-Marie suivant détail ci-dessous.....$ 58 75

Listes de la paroisse Ste-Marie.

P. Cerf	$ 10 00
N. Cerf	3 50
P. Press	1 00
J. B. Godfroy	1 50
Nicolas Nicolas	0 50
L. Léon	0 50
J. B. S.	2 00
Mme Stouff et enfants	5 00
Thdre. Fay	1 00
N. M.	0 50
P. Lassus	0 50
Mme L. G.	0 50
Ernest Bodin	1 50
Isidore Laporte	2 50
J. C. P.	0 50
Edouard Pécot	0 75
Total	$ 39 75

Jeannerette—Paroisse Iberie.

A. Monnin	$ 2 00
L. Bellivesu	1 00
Cash	2 00
A. L. P	1 00
Mme Gavaret	1 00
Pierre Fromant	1 00
Gaston Méquet	1 00
P. Choureaux	1 00
Cash	1 00
Promised	2 00
P. W	2 00
O. W	1 00
Jno. E. Bourg	1 00
Placide Hébert	0 50
Basile Escousse	0 50
Alcibiade Judice	0 50
Total	$ 58 75

Liste No 15, Mr. J. B. Mouligey.

4ème versement.

J. Gillis	$ 5 00
M. Merle, (cr)	5 00
Mme Merle (argent)	1 00
Mlle Victorine Merle (argent)	1 00
Mlle Marie Merle (argent)	1 00
Total	$ 13 00

Récapitulation.

Liste No 82	$ 58 75
Liste No 15	13 00
Listes précédentes	5,283 55
Total jusqu'à ce jour	$5,355 30

Louisiane.

Nous avons pris note des observations du *Meschacébé* à l'occasion des numéros manquants. Nous empruntons à notre confrère les informations qui suivent :

—La pluie s'est arrêtée à temps pour les récoltes qui grandissent et mûrissent. Si nul accident n'entrave leur développement, elles dédommageront en partie les planteurs de leurs pertes antérieures et relèveront un peu la fortune si chancelante du pays.

Le *St. James Sentinel* apprend de Mr Michel Martin, de l'habitation du Chef Indien, Grande-Pointe, que la récolte de labac Périque est très abondante cette année.

L'*Assomption Chronicle* annonce la mort de Mme Napoléon Ruellan. La défunte était âgée de 80 ans et 2 mois. Elle était la fondatrice de Napoléonville.

Le major Grismore (Oncle SILAS) vient de quitter la rédaction de la partie anglaise de la *Sentinelle de Thibodeaux*, et la presse louisianaise a perdu un de ses membres les plus intelligents et les plus dignes.

Nous reproduisons, en disant amen, ce que dit le *Sucrier de la Louisiane* de la perspective des récoltes :

Depuis une couple de semaines, la pluie a fait défaut dans quelques endroits, tandis que d'autres en avaient presque tous les jours ; dans les localités qui en sont privées, le jeune maïs souffre un peu. Toutefois, la plus grande partie de cette récolte est faite, et la cueillette des feuilles pour le fourrage, ainsi que le pliage du maïs, est à l'ordre du jour. Le temps a été favorable pour les fourrages de toute nature, et une grande quantité en sera faite.

La saison, comparativement sèche, est très favorable au coton. Le sanne aussi est fort belle et pousse rapidement ; nous croyons même qu'une sécheresse ne pourrait lui faire grand tort. Toutefois, un peu de pluie de temps à autre lui serait profitable ; cependant, tout nous fait croire que la *roulaison* prochaine sera rémunérative et récompensera nos habitants de leurs peines. Des fèves ont été semées en quantité et promettent bien. Donc, on a tout lieu de se féliciter. Avec du fourrage en quantité, des greniers pleins de maïs, une récolte magnifique de coton et la promesse d'une bonne récolte de sucre, l'année 1876 se présentera sous les plus heureux auspices et nous annoncera le retour de la prospérité qui, il faut l'espérer, sera durable, surtout si enfin le jour de la justice luit pour la Louisiane.

—Passagers partis par le Steamship Juniata, capitaine J. W. Catharine, pour Philadelphie via la Havane.

Pour Philadelphie : Wm. Creevy, Thos. L. Wibry et fils, E. Dunbar, N. A Garrenger, Mme A. R. Hanks.

Pour la Havane : L. Ruiz, P. E. Odriozola, Frank Diaz, E. De Castro, Léopold Diaz, H. De Cordova, G. Fortuna, P. H. De Carrière, G. R. Yrles, José Paré, E. Reyes, Mlle C. Casbruge, E. Fremont, A. Martinez, E. Larza, O. Martinez, E. Roharenz, F. Hernandez, F. Pandise, M. T. Forrester, A. C. Diehl, P. H. King.

LES BEAUX MEUBLES.—On nous a introduit, il y a quelques jours, dans un appartement parfaitement décoré et meublé. Surpris de ce luxe, peu ordinaire dans des temps aussi difficiles, nous avons naturellement dit que cet appartement était habité par une famille ayant de grandes ressources. Pas du tout, nous a-t-on répondu, ces meubles appartiennent à une personne dont les moyens sont limités mais qui les a achetés chez Jos. B. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, à des prix d'une modicité incroyable. Si vous voulez avoir des meubles nouveaux, allez là.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Mr KELLOGG RÉPRIMANDÉ PAR UNE DÉLÉGATION DE SES AMIS RADICAUX.

Une drôle de scène.

Il existe à la Nouvelle-Orléans une cinquantaine d'individus qui s'appellent "Républicains du Sud" et qui ont formé une société sous ce nom pour exploiter le patronage des chefs du parti radical.

Leur affaire est "l'humaniser beaucoup pour obtenir un pen ;" et s'ils n'ont pas un capital très élevé pour *travailler*, ils ont du moins énormément d'assurance. C'est sur ce fonds d'assurance inépuisable qu'ils basent presque toutes leurs opérations.

Nous ignorions, il y a deux jours, qu'il y eut une société de ce nom, lorsque nous avons appris indirectement que les cinquante membres du susdit club avaient sollicité et obtenu une entrevue de Mr Kellogg.

Le rendez-vous fut pris pour hier, car ces messieurs étaient indignés, paraît-il,—il y avait là de quoi effrayer tout autre homme moins habitué que le gouverneur Kellogg aux horreurs politiques comme aux récriminations des affamés de son parti !

Il aurait pu consigner les cinquante à sa porte, mais il a préféré les recevoir et entendre leurs doléances.

C'est donc avec ce sourire doucereux et cet air béat qu'il sait si bien prendre dans les circonstances critiques, que Mr Kellogg a accueilli les cinquante patriotes et leur a fait donner des sièges.

La visite de cette délégation avait pour but de représenter à l'excellence radicale le déplacement de M. George H. Braughn comme juge de la Cour Criminelle Supérieure et la nomination de M. Hiram Steele à cet emploi.

Les plus notables parmi les cinquante étaient Messieurs John Quincy Adams Fellows, Lucien Adams, actuellement juge d'une cour municipale, et Léonard Sewell.

Ces messieurs ont exprimé le désir que Mr. Kellogg défasse ce qu'il a fait ; c'est-à-dire qu'il reconnaisse que M. Braughn a habitation dans cette excellente et radicale paroisse Tensas, oh il est si populaire, et qu'il remette Mr. Braughn sur le siége de la Cour Criminelle Supérieure d'où l'on vient de le faire descendre.

Le fait de cette visite n'a par lui-même rien de répréhensible. Mr. Braughn vaut certainement mieux que Mr. Steele, nous le croyons et nous le disons franchement ; mais nous regrettons que Mr. Braughn ait été défendu par de pareils avocats et nous espérons que ces avocats n'avaient pas été autorisés par lui à parler en son nom.

Les recommandations de ces cinquante personnes sont quelquefois funestes, car elles portent atteinte à la réputation d'un homme dans l'opinion publique.

Nous nous demandons, pour notre part, comme étant mortellement offensé si nous recevions ces louanges de tel ou tel individu ; parce que, de deux choses l'une, ou ces louanges seraient imméritées, et alors elles ne seraient dignes que de notre mépris, ou elles seraient sincères, et dans ce cas nous croirions avoir baissé à notre insu dans l'estime des honnêtes gens.

Nous ne disons pas cela précisément pour la confrérie des cinquante patriotes, car ils ne sont pas plus ni moins radicaux maintenant qu'ils ne l'étaient il y a deux ans, et ils ont rendu beaucoup d'autres patriotes du même acabit.

Si Mr Braughn a autorisé cette démarche, cela est fâcheux pour lui ; d'autant plus que l'ex-juge, connaissant la valeur individuelle et politique de chacun des membres du club des Républicains du Sud, devait savoir d'avance que ce serait donner un coup d'épée dans l'eau.

Avons-nous besoin de dire maintenant quel a été le résultat de l'entrevue des cinquante avec Mr Kellogg.

Cela se devine sans effort.

L'excellence radicale a écouté sans dormir toutes les tirades, n'a pas frondé les sourcils en entendant quelques expressions un peu malsonnantes échappées aux orateurs les plus fougueux de l'assemblée, a souri aux menaces, sourl aux flatteries et a finalement congédié son monde très poliment.

Inutile encore d'ajouter que les discours ont été nombreux et très longs. Les cinquante patriotes ont fait de leur mieux pour persuader au gouverneur Kellogg qu'ils étaient indispensables au succès du parti radical, et celui-ci ne voulait pas se laisser convaincre.

Poussé à bout et obligé de répondre, Mr Kellogg a improvisé un petit discours qui a été un chef-d'œuvre d'ambiguité.

Impossible de dire moins en autant de paroles. Les cinquante n'y ont vu que du feu et se sont retirés abasourdis, sans avoir rien compris.

Mr Kellogg, avec un véritable talent, pourrait et *éprouvetait*,—qu'on nous passe l'expression,—dans la même phrase.

On ne pouvait pas suivre ses idées par la raison toute simple qu'il n'y avait pas d'idée du tout.

C'est ainsi que le successeur de Warmoth à mis fin à cette mémorable entrevue.

La séance avait été prolongée et manquait de charme.

Aux Etats-Unis en général et à la Nouvelle-Orléans en particulier, où les cœurs généreux battent si fort, gravochons, avocats, charretiers, médecins, négociants, etc., sont toujours disposés à monter sur une borne pour haranguer la foule, on ne saurait jamais appliquer ces deux vers au sujet d'une entrevue :

"Il ne me disait mot, je ne répondais rien :
"Ainsi se termina cet aimable entretien."

Un jugement de fonctionnaires et boulversement général.

Mr. Kellogg est rancunier en diable sans en avoir l'air. La visite des cinquante membres du club de " Républicains du Sud " l'a mécontenté beaucoup, quoiqu'il n'en ait rien laissé paraître.

Il prétend qu'il ne veut plus subir les réprimandes d'un tas de gens qui dépendent de lui, et il s'est promis de donner une leçon à ceux des cinquante patriotes du club des " Républicains du Sud " qui sont dans ce cas et qui se sont permis de lui prodiguer des conseils qu'il n'avait pas sollicités.

Où la fierté va-t-elle se nicher !

Si Mr Kellogg est rancunetix, cependant, il est souprois et n'aime pas à faire d'éclat.

Il se dispose donc à faire un petit voyage au nord. Le jour même qu'il quittera la Nouvelle Orléans on mettra à exécution un programme qu'il a préparé d'avance.

Voici un aperçu de ce programme :

Le commissaire de police Robinson sera décapité et remplacé par l'éternel Jim Lewis ; le malheureux Clay, greffier de la première cour de district, subira le même sort et sera remplacé par le fameux Laïd, étant âgée de 80 ans et 2 mois. Elle était la fondatrice de Napoléonville.

Le major Grismore (Oncle SILAS) vient de quitter la rédaction de la partie anglaise de la *Sentinelle de Thibodeaux*, et la presse louisianaise a perdu un de ses membres les plus intelligents et les plus dignes.

Nous reproduisons, en disant amen, ce que dit le *Sucrier de la Louisiane* de la perspective des récoltes :

Depuis une couple de semaines, la pluie a fait défaut dans quelques endroits, tandis que d'autres en avaient presque tous les jours ; dans les localités qui en sont privées, le jeune maïs souffre un peu. Toutefois, la plus grande partie de cette récolte est faite, et la cueillette des feuilles pour le fourrage, ainsi que le pliage du maïs, est à l'ordre du jour. Le temps a été favorable pour les fourrages de toute nature, et une grande quantité en sera faite.

La saison, comparativement sèche, est très favorable au coton. Le sanne aussi est fort belle et pousse rapidement ; nous croyons même qu'une sécheresse ne pourrait lui faire grand tort. Toutefois, un peu de pluie de temps à autre lui serait profitable ; cependant, tout nous fait croire que la *roulaison* prochaine sera rémunérative et récompensera nos habitants de leurs peines. Des fèves ont été semées en quantité et promettent bien. Donc, on a tout lieu de se féliciter. Avec du fourrage en quantité, des greniers pleins de maïs, une récolte magnifique de coton et la promesse d'une bonne récolte de sucre, l'année 1876 se présentera sous les plus heureux auspices et nous annoncera le retour de la prospérité qui, il faut l'espérer, sera durable, surtout et enfin le jour de la justice luit pour la Louisiane.

—Passagers partis par le Steamship Juniata, capitaine J. W. Catharine, pour Philadelphie via la Havane.

Pour Philadelphie : Wm. Creevy, Thos. L. Wibry et fils, E. Dunbar, N. A Garrenger, Mme A. R. Hanks.

Pour la Havane : L. Ruiz, P. E. Odriozola, Frank Diaz, E. De Castro, Léopold Diaz, H. De Cordova, G. Fortuna, P. H. De Carrière, G. R. Yrles, José Paré, E. Reyes, Mlle C. Casbruge, E. Fremont, A. Martinez, E. Larza, O. Martinez, E. Roharenz, F. Hernandez, F. Pandise, M. T. Forrester, A. C. Diehl, P. H. King.

LES BEAUX MEUBLES.—On nous a introduit, il y a quelques jours, dans un appartement parfaitement décoré et meublé. Surpris de ce luxe, peu ordinaire dans des temps aussi difficiles, nous avons naturellement dit que cet appartement était habité par une famille ayant de grandes ressources. Pas du tout, nous a-t-on répondu, ces meubles appartiennent à une personne dont les moyens sont limités mais qui les a achetés chez Jos. B. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, à des prix d'une modicité incroyable. Si vous voulez avoir des meubles nouveaux, allez là.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Mr KELLOGG RÉPRIMANDÉ PAR UNE DÉLÉGATION DE SES AMIS RADICAUX.

Une drôle de scène.

Il existe à la Nouvelle-Orléans une cinquantaine d'individus qui s'appellent "Républicains du Sud" et qui ont formé une société sous ce nom pour exploiter le patronage des chefs du parti radical.

Leur affaire est "l'humaniser beaucoup pour obtenir un pen ;" et s'ils n'ont pas un capital très élevé pour *travailler*, ils ont du moins énormément d'assurance. C'est sur ce fonds d'assurance inépuisable qu'ils basent presque toutes leurs opérations.

Nous ignorions, il y a deux jours, qu'il y eut une société de ce nom, lorsque nous avons appris indirectement que les cinquante membres du susdit club avaient sollicité et obtenu une entrevue de Mr Kellogg.

Le rendez-vous fut pris pour hier, car ces messieurs étaient indignés, paraît-il,—il y avait là de quoi effrayer tout autre homme moins habitué que le gouverneur Kellogg aux horreurs politiques comme aux récriminations des affamés de son parti !

Il aurait pu consigner les cinquante à sa porte, mais il a préféré les recevoir et entendre leurs doléances.

C'est donc avec ce sourire doucereux et cet air béat qu'il sait si bien prendre dans les circonstances critiques, que Mr Kellogg a accueilli les cinquante patriotes et leur a fait donner des sièges.

La visite de cette délégation avait pour but de représenter à l'excellence radicale le déplacement de M. George H. Braughn comme juge de la Cour Criminelle Supérieure et la nomination de M. Hiram Steele à cet emploi.

Les plus notables parmi les cinquante étaient Messieurs John Quincy Adams Fellows, Lucien Adams, actuellement juge d'une cour municipale, et Léonard Sewell.

Ces messieurs ont exprimé le désir que Mr. Kellogg défasse ce qu'il a fait ; c'est-à-dire qu'il reconnaisse que M. Braughn a habitation dans cette excellente et radicale paroisse Tensas, oh il est si populaire, et qu'il remette Mr. Braughn sur le siége de la Cour Criminelle Supérieure d'où l'on vient de le faire descendre.

Le fait de cette visite n'a par lui-même rien de répréhensible. Mr. Braughn vaut certainement mieux que Mr. Steele, nous le croyons et nous le disons franchement ; mais nous regrettons que Mr. Braughn ait été défendu par de pareils avocats et nous espérons que ces avocats n'avaient pas été autorisés par lui à parler en son nom.

Les recommandations de ces cinquante personnes sont quelquefois funestes, car elles portent atteinte à la réputation d'un homme dans l'opinion publique.

Nous nous demandons, pour notre part, comme étant mortellement offensé si nous recevions ces louanges de tel ou tel individu ; parce que, de deux choses l'une, ou ces louanges seraient imméritées, et alors elles ne seraient dignes que de notre mépris, ou elles seraient sincères, et dans ce cas nous croirions avoir baissé à notre insu dans l'estime des honnêtes gens.

Nous ne disons pas cela précisément pour la confrérie des cinquante patriotes, car ils ne sont pas plus ni moins radicaux maintenant qu'ils ne l'étaient il y a deux ans, et ils ont rendu beaucoup d'autres patriotes du même acabit.

Si Mr Braughn a autorisé cette démarche, cela est fâcheux pour lui ; d'autant plus que l'ex-juge, connaissant la valeur individuelle et politique de chacun des membres du club des Républicains du Sud, devait savoir d'avance que ce serait donner un coup d'épée dans l'eau.

Avons-nous besoin de dire maintenant quel a été le résultat de l'entrevue des cinquante avec Mr Kellogg.

Cela se devine sans effort.

L'excellence radicale a écouté sans dormir toutes les tirades, n'a pas froncé les sourcils en entendant quelques expressions un peu malsonnantes échappées aux orateurs les plus fougueux de l'assemblée, a souri aux menaces, sourl aux flatteries et a finalement congédié son monde très poliment.

Inutile encore d'ajouter que les discours ont été nombreux et très longs. Les cinquante patriotes ont fait de leur mieux pour persuader au gouverneur Kellogg qu'ils étaient indispensables au succès du parti radical, et celui-ci ne voulait pas se laisser convaincre.

Poussé à bout et obligé de répondre, Mr Kellogg a improvisé un petit discours qui a été un chef-d'œuvre d'ambiguité.

Impossible de dire moins en autant de paroles. Les cinquante n'y ont vu que du feu et se sont retirés abasourdis, sans avoir rien compris.

Mr Kellogg, avec un véritable talent, pourrait et *éprouvetait*,—qu'on nous passe l'expression,—dans la même phrase.

On ne pouvait pas suivre ses idées par la raison toute simple qu'il n'y avait pas d'idée du tout.

C'est ainsi que le successeur de Warmoth à mis fin à cette mémorable entrevue.

La séance avait été prolongée et manquait de charme.

Aux Etats-Unis en général et à la Nouvelle-Orléans en particulier, où les cœurs généreux battent si fort, gravochons, avocats, charretiers, médecins, négociants, etc., sont toujours disposés à monter sur une borne pour haranguer la foule, on ne saurait jamais appliquer ces deux vers au sujet d'une entrevue :

"Il ne me disait mot, je ne répondais rien :
"Ainsi se termina cet aimable entretien."

Un jugement de fonctionnaires et boulversement général.

Mr. Kellogg est rancunier en diable sans en avoir l'air. La visite des cinquante membres du club de " Républicains du Sud " l'a mécontenté beaucoup, quoiqu'il n'en ait rien laissé paraître.

Il prétend qu'il ne veut plus subir les réprimandes d'un tas de gens qui dépendent de lui, et il s'est promis de donner une leçon à ceux des cinquante patriotes du club des " Républicains du Sud " qui sont dans ce cas et qui se sont permis de lui prodiguer des conseils qu'il n'avait pas sollicités.

Où la fierté va-t-elle se nicher !

Si Mr Kellogg est rancuneux, cependant, il est souprois et n'aime pas à faire d'éclat.

Il se dispose donc à faire un petit voyage au nord. Le jour même qu'il quittera la Nouvelle Orléans on mettra à exécution un programme qu'il a préparé d'avance.

Voici un aperçu de ce programme :

Le commissaire de police Robinson sera décapité et remplacé par l'éternel Jim Lewis ; le malheureux Clay, greffier de la première cour de district, subira le même sort et sera remplacé par le fameux Laïd, étant âgée de 80 ans et 2 mois. Elle était la fondatrice de Napoléonville.

Le major Grismore (Oncle SILAS) vient de quitter la rédaction de la partie anglaise de la *Sentinelle de Thibodeaux*, et la presse louisianaise a perdu un de ses membres les plus intelligents et les plus dignes.

Nous reproduisons, en disant amen, ce que dit le *Sucrier de la Louisiane* de la perspective des récoltes :

Depuis une couple de semaines, la pluie a fait défaut dans quelques endroits, tandis que d'autres en avaient presque tous les jours ; dans les localités qui en sont privées, le jeune maïs souffre un peu. Toutefois, la plus grande partie de cette récolte est faite, et la cueillette des feuilles pour le fourrage, ainsi que le pliage du maïs, est à l'ordre du jour. Le temps a été favorable pour les fourrages de toute nature, et une grande quantité en sera faite.

La saison, comparativement sèche, est très favorable au coton. Le sanne aussi est fort belle et pousse rapidement ; nous croyons même qu'une sécheresse ne pourrait lui faire grand tort. Toutefois, un peu de pluie de temps à autre lui serait profitable ; cependant, tout nous fait croire que la *roulaison* prochaine sera rémunérative et récompensera nos habitants de leurs peines. Des fèves ont été semées en quantité et promettent bien. Donc, on a tout lieu de se féliciter. Avec du fourrage en quantité, des greniers pleins de maïs, une récolte magnifique de coton et la promesse d'une bonne récolte de sucre, l'année 1876 se présentera sous les plus heureux auspices et nous annoncera le retour de la prospérité qui, il faut l'espérer, sera durable, surtout et enfin le jour de la justice luit pour la Louisiane.

—Passagers partis par le Steamship Juniata, capitaine J. W. Catharine, pour Philadelphie via la Havane.

Pour Philadelphie : Wm. Creevy, Thos. L. Wibry et fils, E. Dunbar, N. A Garrenger, Mme A. R. Hanks.

Pour la Havane : L. Ruiz, P. E. Odriozola, Frank Diaz, E. De Castro, Léopold Diaz, H. De Cordova, G. Fortuna, P. H. De Carrière, G. R. Yrles, José Paré, E. Reyes, Mlle C. Casbruge, E. Fremont, A. Martinez, E. Larza, O. Martinez, E. Roharenz, F. Hernandez, F. Pandise, M. T. Forrester, A. C. Diehl, P. H. King.

L'UNION POSTALE.—Une dépêche de Paris du 3 août annonce que l'Assemblée de Versailles a ratifié la convention postale de Berne. On sait que par une clause spéciale l'application du tarif de l'Union postale, ne commencera pour la France qu'au 1er janvier 1876.

Les souscriptions en Louisiane pour les inondés français.

Le mouvement sympathique en faveur des inondés français, continue dans les paroisses et nous sommes réellement touchés de recevoir de tous côtés des preuves de la part que les résidents français et les amis de la France prennent au nouveau malheur qui vient de frapper la Mère-Patrie de la Louisiane. Les deux lettres qui suivent reçues hier en témoignent hautement.

Le total des sommes encaissées pour la souscription à la date d'hier, s'élève maintenant à $5,353 30.

Paroisse Ste-Marie, ce 5 août 1875.

Mr F. Limet, président du comité de souscription, Nile-Orléans.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus un mandat de CINQUANTE-HUIT 75|100 dollars, montant des souscriptions au profit des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Ci-joint, la liste des souscripteurs que vous voudrez bien publier dans votre prochain numéro.

Je vous salue respectueusement.

N. CERF.

Nile-Ibérie, le 5 Août 1875.

MM. Dufour & Limet.
Editeurs de l'*Abeille* de la Nile-Orléans.

Messieurs,

Ainsi que vous avez dû le penser, la première souscription des Français de la Nile-Ibérie et du voisinage, n'a été que le prélude de ce qu'ils comptaient faire pour venir au secours de nos malheureux frères patriotes. Donc hier, 4 août, a eu lieu une réunion afin d'aviser aux meilleurs moyens à prendre pour donner à la souscription pour le caractère d'une véritable démonstration. Il est de mon devoir de vous dire que tous, Français et Créoles, ont rivalisé de zèle, et que le cœur de tous a battu d'unanimon pour soulager cette grande infortune.

Voici le résumé des résolutions adoptées :

Un pique-nique et bal champêtre sera donné le 19 courant à la Nile-Ibérie; les fanfares de la Nile-Ibérie ont offert leur concours gratuit ainsi que celle de Royville, au secours de bal a fait de même. Les deux compagnies de pompiers n'ont pas voulu rester en arrière, et sortiront en grande tenue.

Deux comités ont été nommés. l'un de correspondance et l'autre d'arrangements; composés ainsi : président, E. Montagne Sr, vice-président F. J. Mistrot. Correspondance : Chas. Escoffé, L. Bazus, Fl. Rozier, Pierre Lebrou et Pierre Jubin : arrangements : A. G. Vuillemot, Hayem Gugenheim, A. Girod, Chas. Bahon, Ernest Henry ; secrétaire et trésorier Mr M. Hiermann.

Un comité de dames s'est chargé du soin des tables, rafraichissements, souper, etc, et la Nile-Ibérie en est enchantée de ce, tout semble faire de cette occasion une véritable démonstration patriotique. Il est bien doux Mr l'Editeur, de voir malgré la gêne générale, un mouvement aussi spontané, et un dévouement aussi entier des nôtres, des heures désastreuses pour cette vieille patrie, qui, on a beau faire, tient, par sa gloire, son dévouement et surtout ses malheurs, au cœur de tout ce qui est accessible au progrès, la justice et la liberté au-dessus de la maxime brutale de la force primant le droit.

Bien à vous,

C. E.

Du Sucrier de la Louisiane.

SOUSCRIPTION
pour les inondés du Midi de la France.
Sommes encaissées par le trésorier.

Nouvelle-Orléans, 6 août 1875.

Liste No 82—Mr. Félix Limet, Président.

(Douzième versement)

Reçu de Mr. N. Cerf, le montant des listes de la paroisse